Les politiques de connexion avec la diaspora marocaine

Mourad Aboussi

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2568>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.2568

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2013

Pagination : 119-126

ISBN : 978-2-919040-23-0

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Mourad Aboussi, « Les politiques de connexion avec la diaspora marocaine », *Hommes & migrations* [En ligne], 1303 | 2013, mis en ligne le 31 décembre 2015, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2568> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.2568

LES POLITIQUES DE CONNEXION AVEC LA DIASPORA MAROCAINE

par **MOURAD ABOUSSI**, *chercheur en sciences sociales appliquées, groupe de recherche Sepise, université de Grenade*

L'engagement des émigrés et leur inclusion dans les institutions du pays sont l'un des enjeux majeurs au Maroc. Ces dernières années, la mise à l'agenda politique des revendications de la communauté marocaine à l'étranger a donné lieu à plusieurs initiatives étatiques. Ces politiques publiques entendent créer des opportunités permettant aux émigrés marocains de participer comme citoyens transnationaux au développement du pays. C'est auprès des associations de migrants qu'il s'agit d'évaluer leur efficacité.

Étudier les pratiques politiques des migrants marocains

L'un des enjeux les plus éminents au Maroc actuellement est l'insertion de plus de 3 millions de citoyens émigrés au sein des différentes dynamiques que connaît le pays depuis la dernière décennie. Au-delà de l'importante contribution au produit intérieur brut, les Marocains résidant à l'étranger (MRE) sont les protagonistes de certaines pratiques transnationales susceptibles de catalyser plusieurs dimensions du développement. Conscient de cet apport, le Maroc a lancé lors des deux dernières décennies différentes initiatives dont l'objectif est d'inclure des émigrés dans les institutions du pays, en établissant les bases de leur participation au proces-

sus démocratique et en répondant à leurs besoins. La mise à l'agenda politique de ces défis a favorisé le débat entre les différents acteurs sur les mécanismes nécessaires à leur participation.

Dans ce contexte, nous remettons en question la pertinence et l'efficacité des politiques destinées aux MRE et la cohérence de l'infrastructure institutionnelle existant pour leur permettre de participer comme citoyens transnationaux au développement du pays.

Les pratiques politiques des migrants sont peu étudiées puisque la majorité des travaux sur les migrations donnent la priorité aux aspects les plus

directs comme la dimension économique et socio-culturelle. Notre objectif est de mettre en exergue un aspect qui présente les émigrés comme des sujets actifs susceptibles d'entrer en force sur la scène politique par leurs propres dynamiques de pouvoir et d'activisme social.

Les idées avancées par cet article ont pour origine une étude réalisée par l'auteur auprès d'associations d'émigrés marocains afin de recueillir leurs demandes en matière de participation au développement du pays et leur perception des institutions et des politiques mises en place par le Maroc en matière de connexion avec la diaspora¹.

L'étude a été réalisée durant le dernier trimestre de 2010 et a consisté en l'envoi par courrier électro-

L'intervention de l'État marocain en faveur des intérêts économiques et de l'identité culturelle et religieuse de ses émigrés a pu maintenir les liens avec eux, même si les questions politiques ont parfois perturbé cette relation.

nique d'un questionnaire à une centaine d'associations d'émigrés marocains. L'échantillon sélectionné finalement est de 30 questionnaires remplis par 30 associations de cinq pays (l'Espagne, la France, les États-Unis, la Belgique et la Hollande). Les résultats principaux de l'étude évoquent des demandes et des besoins qui peuvent être résumés ainsi :

la médiatisation et la diffusion suffisantes des différents programmes en direction de la Diasporas marocaines ; la promotion des investissements des MRE en facilitant les démarches et l'accès au crédit ; la représentativité immédiate dans les différentes institutions législatives et consultatives ; la coordination entre les acteurs qui s'adressent aux MRE pour éviter la duplicité des activités et la malversation des fonds ; la communication permanente avec les institutions et les autorités locales ; l'usage de la méthodologie participative pour inclure les acteurs sociaux dans le processus de configuration des politiques afin que celles-ci puissent répondre aux besoins de façon concrète.

L'évolution des politiques de connexion

Tout d'abord, il est essentiel d'indiquer ce que nous entendons par "politiques de connexion". Il s'agit d'initiatives lancées par les institutions d'un pays pour maintenir le contact avec ses citoyens résidant à l'étranger et pour leur offrir des services ou des droits dont ils ne jouissaient pas auparavant. Ces politiques peuvent être considérées comme un type de gestion de l'émigration dont ont débattu dans la dernière décennie certains auteurs². Dans ces travaux, on utilise fréquemment le terme de "*diaspora engagement policies*". Ces "politiques d'engagement avec la diaspora" visent à créer une relation avec les émigrés à l'échelle transnationale, fondée sur l'idée d'appartenance à la nation en vue de créer une citoyenneté conçue comme l'extension de droits et l'extraction d'obligations. Toutefois, nous préférons utiliser dans cet article une terminologie plus ample en parlant de "politiques de connexion avec la diaspora". Ce qui inclut – à notre avis – à la fois l'attention sociale, la participation institutionnelle et la promotion de l'engagement pour le développement. Pour définir les initiatives visant la connexion des émigrés avec leur pays natal, certains auteurs préfèrent ne pas parler de politiques publiques, d'autres les classent selon leur impact et leur durée en distinguant entre politiques d'État et politiques de gouvernement. Ces dernières seraient des politiques à court terme centrées sur la promotion d'actions gouvernementales spécifiques. Les politiques d'État seraient plutôt envisagées sur le long terme et centrées sur le renforcement du sentiment d'appartenance. Pour étudier le cas du Maroc, nous abordons les deux catégories.

Avant 1989, toute la politique de connexion avec les travailleurs marocains à l'étranger (TME) consistait en deux programmes d'intervention.

¹. Nous utilisons le terme "diaspora" dans cet article dans le sens de communauté résidant à l'étranger. ². Voir, entre autres, Jagdish Bhagwati, "Borders beyond control", in *Foreign Affairs*, n° 82, vol. 1, 2003 ; Eva Østergaard-Nielsen, *International Migration and Sending Countries : Perceptions, Policies and Transnational Relations*, London, Palgrave Macmillan, 2003 ; Robert Smith, "Migrant membership as an instituted process. Transnationalization, the State and the extra-territorial conduct of Mexican politics", in *International Migration Review*, n° 37, vol. 3, 2003.

En premier lieu, l'ouverture de succursales bancaires pour canaliser les transferts des migrants, justement parce que ceux-ci étaient considérés uniquement comme une source de devises³. En deuxième lieu, l'enseignement de l'arabe en collaboration avec les associations de commerçants appelées "les amicales". L'intervention de l'État marocain en faveur des intérêts économiques et de l'identité culturelle et religieuse de ses émigrés a pu maintenir les liens avec eux, même si les questions politiques ont parfois perturbé cette relation. En 1988, la diminution de 20 % dans les remises annuelles a mis le pays devant une nouvelle réalité : l'obsession pour le contrôle politique a empêché les autorités publiques de détecter l'évolution de la communauté émigrante, son autonomisation et sa transnationalisation⁴.

Compte tenu de ce risque principalement économique, vers la fin des années 1990, la gestion marocaine de l'émigration fut dotée de nouvelles composantes comme la protection juridique des MRE, la promotion de l'investissement et l'amélioration des services d'accueil⁵. Dans ce sens, fut créée en 1996 la Fondation Hassan-II pour les Marocains résidant à l'étranger afin d'opérer dans différents domaines comme l'assistance sociale, l'éducation ou la promotion économique. La Fondation Mohammed-V pour la Solidarité a commencé à organiser l'opération "Marhaba" pour accompagner le déplacement de plus de 2 millions de MRE entre leurs pays de résidence en Europe et leurs régions d'origine au Maroc, et ce grâce à la mise en place d'un dispositif qui inclut la réception, l'information, l'assistance médicale et la coordination avec les pays de transit. Dans ce même contexte, le pays adhère au programme Transfer of Knowledge Through Expatriate Nationals (Tokten) lancé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) dans l'objectif d'employer l'expé-

rience des émigrés hautement qualifiés au service de secteurs clés dans les pays d'origine. Cette adhésion fut complétée par une deuxième initiative de *brain gain* promue en 2004 par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et nommée Fincome : Forum international des compétences marocaines à l'étranger⁶.

© BAPTISTE DE VILLE D'AVRAY

Le ministère délégué chargé de la Communauté marocaine à l'étranger a systématisé toutes ces expériences de connexion avec les émigrés pour élaborer le Plan d'action préliminaire pour la promotion de la situation des citoyens marocains à l'étranger 2008-2012. Le ministère a identifié plusieurs mesures sectorielles, dans leur majorité de caractère socioculturel, en plus des décisions prises dans le cadre du Plan anticrise conçu pour diminuer l'impact de la crise économique mondiale sur les MRE et sur leur contribution au développement du pays. Ce plan fut une réponse directe

3. Jamal Bouoiyour, "Diaspora et Développement : quelles interactions dans le cas marocain ?", in *Migrations Société*, n° 120, 2008.

4. Thomas Lacroix, "Espace transnational et territoires, les réseaux marocains de développement", thèse de doctorat en Sciences politiques, Sciences Po-Paris, 2003. 5. Mourad Aboussi, "La nueva política migratoria marroquí ante retos de transnacionalismo y codesarrollo", in *Revista de Estudios Internacionales Mediterráneos*, n° 10, 2011. 6. Abdelkrim Belguendouz, "Compétences marocaines expatriées, quelles politiques de mobilisations suivies pour le développement du Maroc ? du TOKTEN au FINCOME", in *CARIM AS*, n° 21, 2010.

à la diminution des transferts entre 2008 et 2010 et une prévention des conséquences susceptibles d'être générées par cette récession⁷.

Le nouveau contexte de participation institutionnelle

Le Maroc avait renoncé en 2003 au vote de ses citoyens à l'étranger et à leur représentativité au Parlement. Derrière cette décision, prise dans un contexte de protectionnisme politique, se trouve la crainte de voir la communauté des MRE divisée selon des idéologies partisans à cause des élections. Sauf que l'intérêt politique transnational des émigrés ne disparaît pas nécessairement avec le temps⁸. Le fait de priver les MRE de leur voix

et de leur vote au Parlement n'a provoqué justement que davantage de revendications manifestant l'importance de leur représentativité au sein des institutions du pays. Ces actions qui continuent jusqu'à aujourd'hui peuvent être classées dans le cadre de ce qu'on appelle *"emigrant politics"* ou

*"politique d'émigrés"*⁹, qui se réfère aux pratiques des émigrés en recherche d'un statut transnational comme résidents à l'extérieur et citoyens de plein droit au pays d'origine.

Le contexte politique, économique et social de chaque pays détermine l'émergence et les répercussions des initiatives étatiques de connexion avec les émigrés. Dans le cas du Maroc, la mise à l'agenda politique de la participation des MRE n'aurait pas pu avoir lieu avant la consolidation d'une nouvelle image de la monarchie, présentée comme une institution citoyenne, moderne et de proximité. Ce qui a

préparé un contexte plus favorable au débat sur les droits humains, la liberté d'expression et la "réconciliation", entre autres. Ce n'est donc qu'en 2005 que le défi d'inclusion des MRE dans la dynamique étatique est confirmé : le discours du roi Mohammed VI du 6 novembre 2005 est considéré comme le texte fondateur d'une nouvelle étape en termes de participation citoyenne de la diaspora. Ce discours présente les mesures annoncées comme une réponse aux *"aspirations légitimes de différentes générations de cette communauté, qui entendent exercer leur citoyenneté pleine et entière"*¹⁰ de façon à les impliquer dans les institutions et les affaires publiques. Les quatre décisions en question sont : la représentativité des MRE à la Chambre des représentants ; la création de circonscriptions législatives électorales à l'étranger afin de pouvoir concrétiser la première décision ; la concession du droit de voter et de se porter candidat aux nouvelles générations ; la création d'un Conseil supérieur de la communauté marocaine à l'étranger. Cette quatrième décision prévoyait la constitution de l'instance de façon *"démocratique et transparente et bénéficiant de toutes les garanties de crédibilité, d'efficacité et de représentativité authentique"*¹¹.

Les deux premières mesures relatives à la représentativité des MRE devaient être appliquées lors des élections législatives de septembre 2007, mais finalement elles ont été annulées pour des raisons techniques et logistiques, relatives à la difficulté d'organiser des élections dans les différents pays où résident les MRE. Cela avait donné lieu à un débat en connectant ce changement imprévu avec la possibilité de succès des candidats d'idéologie islamiste, ce qui aurait renforcé la position du Parti Justice et Développement (PJD) pour gagner les élections ou du moins mettre en difficulté la création d'une majorité parlementaire.

Le discours royal du 6 novembre 2007 a expliqué la non-application des mesures mentionnées en

7. García Quero, Mourad Aboussi, "Remittances in crisis : is Moroccan Fernando development at risk ?", in *Revista Internacional de Estudios Migratorios*, n° 2, vol. 2, 2012. 8. Peggy Levitt, "Keeping feet in both worlds: transnational practices and immigrants incorporation in the United States", in Christian Joppke, Ewa Morawska (dir.), *Toward Assimilation and Citizenship : Immigrants in Liberal Nation-States*, London, Palgrave/MacMillan, 2003. 9. Eva Østergaard-Nielsen, *International Migration and Sending Countries. Perceptions, Policies and Transnational Relations*, op. cit. 10. "Discours royal du 6/11/2005 en commémoration du 30^e anniversaire de la Marche verte", in *Maghreb Arabe Presse*, 2005, consultable sur le site <http://www.map.ma/mapfr/discours/disc-marche-verte061105.htm>. 11. *Ibid.*

matière de représentativité puisque celle-ci courait le “risque de demeurer un simple exercice formel, tant qu’elle ne sera pas étayée par la crédibilité, l’éligibilité, la concurrence loyale et la mobilisation de nos citoyens émigrés¹²”. Certes, l’organisation des élections dans différentes circonscriptions consulaires se révèle compliquée et coûteuse, surtout sans avoir la garantie de participation des MRE. Sauf que la situation de stagnation où se trouve la question de la représentativité ne peut durer longtemps.

Création d’institutions et marginalisation dans le champ politique

Tout de même, le discours du roi Mohammed VI du 6 novembre 2007 a confirmé la constitution du Conseil de la communauté marocaine à l’étranger (CCME): “La création de cette instance (...) s’inscrit dans le cadre d’une réflexion renouvelée et rationnelle et d’une révision profonde de la politique d’immigration, à travers l’adoption d’une stratégie globale, mettant fin au chevauchement des rôles et à la multiplicité des intervenants.” Sur pétition du roi, le Conseil consultatif des droits de l’homme (CCDH) avait engagé des consultations portant sur la création du CCME. La commission *ad hoc* du CCDH chargée du dossier avait recommandé de ne pas improviser des élections, ce qui a donné lieu à la désignation directe des membres du Conseil proposés par la même commission sur demande du roi¹³.

Certaines associations ont remis en question la légitimité de l’institution en dehors de la représentativité par des élections dans les circonscriptions consulaires. L’expérience de certains pays avec une longue trajectoire en matière de connexion avec les émigrés confirme l’évidente opposition de la diaspora aux démarches non électorales vu que des acteurs actifs peuvent se sentir marginalisés et que

l’État risque de perdre l’appui des associations et des réseaux sociaux qu’elles mobilisent. Alors que la politique adoptée par le Maroc vise la connexion, le fait de ne pas donner de pouvoir d’action aux organisations de MRE pourrait renforcer les pratiques de la “*homeland politics*” en provoquant l’opposition au système politique de l’État¹⁴. La politique diasporique se nourrit justement de la marginalisation, elle est pratiquée par les groupes qui n’ont pas la possibilité de participer au système du pays d’origine¹⁵.

La dynamique étatique vécue par le Maroc dans la dernière décennie a été favorable au renforcement des structures d’opportunité stato-centrées¹⁶ visant l’inclusion des émigrés marocains, précisément les opportunités propres aux structures institutionnelles, comme la planification des actions gouvernementales et la création du CCME. Cependant, la communauté marocaine à l’étranger a des doutes concernant les structures qui ont émergé.

Justement, la création d’institutions consultatives au lieu d’une inclusion effective dans les institutions législatives est vue comme une stratégie de marginalisation des structures formelles du pouvoir, réduisant ainsi les capacités de décision et d’exécution politiques.

Partant de cette prémisse, l’existence d’institutions réceptrices des revendications et de programmes en réponse aux besoins des MRE dispense les partis politiques de considérer ce champ d’intervention comme une priorité ou d’en faire son cheval de bataille. Les caractéristiques du processus de libéralisation politique lancé depuis les années 1990 réduit l’axe d’opposition au cercle fermé de la compétitivité entre les partis politiques, ce

Partant de cette prémisse, l’existence d’institutions réceptrices des revendications et de programmes en réponse aux besoins des MRE dispense les partis politiques de considérer ce champ d’intervention comme un priorité ou d’en faire son cheval de bataille.

12. “Discours royal du 6/11/07 en commémoration du 32^e anniversaire de la Marche verte”, *op. cit.* 13. Abdelkrim Belguendouz, *Le Maroc et l’(m) migration. Quelles politiques, quelles institutions, quelle citoyenneté ?*, Rabat, Imprimerie Beni Snassen, 2009. 14. Eva Østergaard-Nielsen, *International Migration and Sending Countries. Perceptions, Policies and Transnational Relations*, *op. cit.* 15. Robin Cohen, *Global Diasporas. An Introduction*, London, UCL Press, 1997. 16. Sidney Tarrow, “States and opportunities. The political structuring of social movements”, in Doug McAdam, John McCarthy, Zald Mayer (dir.), *Comparative Perspectives on Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

Place Lyautey, fontaine aux pigeons, Casablanca
 © BAPTISTE DE VILLE D'AVRAY

qui les rend incapables de s'introduire dans des domaines placés sous l'égide du roi comme initiateur des politiques d'État. Aucun parti n'a pris l'initiative d'ouvrir le débat avec la communauté marocaine à l'étranger, ni pour sonder ses opinions et inquiétudes, ni pour pratiquer la fonction légitime d'orientation politique. Cette situation peut être perçue par les MRE comme un manque de confiance de la classe politique dans les capacités des émigrés. Les actions promues par l'État ne sont pas suffisantes puisque les partis politiques et organismes non gouvernementaux sont aussi des acteurs principaux dans la configuration du champ des pratiques politiques transnationales et dans l'extension des structures d'opportunité poli-

tique¹⁷. Dans le contexte des révolutions arabes et des manifestations du mouvement 20 février au Maroc, de nouveaux facteurs sont entrés en jeu et ont obligé à changer d'approche en parlant du système politique marocain et de la relation des différentes institutions avec les émigrés. Le processus de réforme constitutionnelle a donné lieu à l'inclusion de quatre articles qui garantissent les droits des MRE : la participation dans tous les comités consultatifs et conseils ; le vote dans les pays de résidence ; le droit de représentativité au Parlement ; le droit à la double nationalité. Néanmoins, cette nouvelle approche de la participation politique des émigrés dépend des lois adoptées et surtout du code électoral.

17. Eva Østergaard-Nielsen, "The politics of migrants: transnational practices", in *International Migration Review*, n° 37, vol. 3, 2003.

Les défis de l'engagement diasporique dans le processus de développement

Le rapport général "50 ans de développement humain et perspectives 2025", considéré depuis quelques années comme une référence en matière de problématiques de développement au Maroc, consacre une partie de l'analyse du potentiel humain à l'évolution de la communauté marocaine à l'étranger en mettant l'accent sur le besoin de la considérer davantage comme un acteur économique : *"Si la contribution de cette diaspora à l'économie nationale est depuis longtemps avérée, le Maroc doit également avoir pour ambition de bénéficier des apports de toutes ses composantes en termes de rayonnement extérieur, de lobbying économique et financier, de transferts de savoir-faire et de technologie et d'enrichissement culturel"*¹⁸. La politique de connexion avec la diaspora enregistre toujours des lacunes dans ce sens.

Les études comparatives entre les politiques des "pays émetteurs" à l'attention des émigrés concluent sur la capacité de la migration à offrir aux gouvernements qui se positionnent centralement ou périphériquement dans l'économie globale de nouvelles options pour reconfigurer l'État-nation via des liens sociopolitiques transnationaux avec leurs citoyens à l'étranger¹⁹. Ces liens permettent aux États d'acheminer les pratiques des émigrés vers la création de groupes de lobbying appelés à exercer une diplomatie parallèle en faveur des intérêts du pays d'origine. Le Maroc, qui a des émigrés résidant dans des pays influents dans la politique globale, gagnerait beaucoup en mobilisant cette communauté pour défendre les causes nationales et promouvoir les projets en cours.

Concernant le volet économique, l'importance des

politiques de connexion avec la diaspora répond à des risques imminents comme l'abandon de l'investissement au pays et la diminution des transferts sous l'effet de la crise économique mondiale et également vu que les intentions d'envois monétaires changent de génération en génération.

Du côté des transferts sociaux ou des apports à la société d'origine, les émigrés sont porteurs de nouvelles valeurs, attitudes et types de relations sociales qu'ils transmettent aux communautés d'origine et qui sont susceptibles d'être fonctionnels pour le développement du pays. Cet apport transculturel se réfère à ce que suppose le concept de "transnationalisme" en matière de réseaux sociaux, de réseaux de développement, de "détraditionnalisation" et de citoyenneté, soit des figures de transferts matériels et immatériels à prendre en considération dans la configuration des politiques de connexion.

Les associations d'émigrés marocains se considèrent très actives en tant qu'organisations de solidarité internationale issues des migrations (Osim)²⁰. Leur objectif est de réduire les facteurs de sous-développement qui nourrissent la migration. Ses initiateurs se considèrent comme une génération sacrifiée et associent leurs projets migratoires au devoir de promouvoir le développement en origine²¹. Dans les théories du transnationalisme, les activités de philanthropie diasporique sont classées comme des *"local-local politics"*²² ayant tendance à améliorer la situation de la communauté d'origine. Il s'agit de pratiques économiques et sociales plutôt que politiques, même si cette participation civique peut avoir pour objectif final le changement politique via la capacité d'action ou *empowerment* de la communauté locale²³.

Cette catégorie d'initiatives confirme l'engagement vis-à-vis du développement du pays et témoigne du degré d'altruisme et de solidarité chez les MRE. Sauf qu'il s'avère que cet associationnisme au profit

18. Extrait du rapport consultable sur le site http://www.rdh50.ma/fr/pdf/docsynthese_fr.pdf 19. Eva Østergaard-Nielsen, *Transnational Politics: The case of Turks and Kurds in Germany*, London, Routledge, 2003. 20. Christophe Daum, *Typologie des Organisations de solidarité issues de l'immigration, Rapport pour la Commission Coopération-Codéveloppement*, Paris, ministère des Affaires étrangères, 2000.

21. Patrick Gonin, "Jeux d'acteurs et enjeux territoriaux : quelles migrations pour quel développement ? L'exemple du bassin du fleuve Sénégal", in Mohamed Charef, Patrick Gonin (dir.), *Émigrés-Immigrés dans le développement local*, Agadir, Ormes/Sud Contact, 2005.

22. Eva Østergaard-Nielsen, "The politics of migrants: transnational practices", *op. cit.* 23. Alejandro Portes, "The study of transnationalism pitfalls and promise of an emergent research field", in *Ethnic and Racial Studies*, n° 22, vol. 2, 1999.

des zones de résidence et d'origine n'est pas la priorité du moment puisqu'on continue à remarquer un manque d'appui notable à ceux qui devraient être les acteurs du codéveloppement : les associations d'émigrés²⁴. Effectivement, un programme aussi ambitieux que l'Initiative nationale de développement humain (INDH)²⁵ n'inclut pas la communauté marocaine à l'étranger au moment où il aurait pu se confirmer en tant que cadre prospectif de réorganisation des solidarités en comptant sur tous les acteurs disposés à participer volontairement au développement. Les recherches sur le codéveloppement et l'implication des diasporas avancent des aspects fondamentaux pour mener à bien des processus de développement participatif et inclusif : l'appui aux réseaux de la diaspora et la création d'alliances avec les acteurs officiels du développement sont justement les instruments les plus recommandés. La gestion de cette question est un défi : éviter d'instrumentaliser les structures consultatives ou les plateformes de rencontre entre associations et organismes publics, même s'il est parfois difficile de maintenir l'équilibre entre "capacitation" et "tutorat" des organisations diasporiques (De Has, 2006).

Conclusion

Si les mesures étatiques mentionnées dans ce travail visent à ce que les résidents marocains à l'étranger ne se sentent pas uniquement comme des pourvoyeurs de fonds mais comme de vrais acteurs socio-économiques, l'infrastructure institutionnelle créée pour cela reste au-dessous des attentes et doit résoudre le manque de coordination et le doublement des fonctions des différentes institutions, pour une intervention harmonisée et efficiente menant à rétrécir les distances entre le Maroc et ses citoyens à l'étranger.

Si les initiatives gouvernementales paraissent prendre en considération que le risque social majeur de la diminution des envois monétaires est de

perdre cette source de revenus qui maintient les familles des migrants au-dessus du seuil de la pauvreté, cette vision doit aller au-delà des effets positifs relatifs aux pratiques des émigrés sur le court terme et inclure des réponses aux effets négatifs sur le moyen et long termes. Ces conséquences ont comme figure évidente la dépendance de l'économie nationale aux envois monétaires et prennent une dimension moins apparente sur le plan économique mais largement présente au niveau social à travers les inégalités de développement qui s'accroissent entre les régions d'origine des émigrés et les autres régions, les premières étant bénéficiaires des transferts et des investissements familiaux. Cette vision a besoin d'être articulée de façon à lancer de véritables politiques sociales viables et continues dans le temps qui ne se limitent pas aux interventions instantanées et répondent aux différentes dynamiques suscitées par les interactions des réseaux transnationaux.

L'approche de codéveloppement comprise comme la participation des émigrés au développement en tant que citoyens transnationaux ne peut pas être l'objet d'une politique planifiée par l'État et imposée aux MRE. D'une part, les programmes bilatéraux de coopération, notamment ceux promus par la France et l'Espagne où réside la grande majorité des émigrés marocains, constituent un cadre de départ pour la formulation d'actions en commun avec les pays d'accueil. D'autre part, l'intégration des sujets dans la prise de décision est un grand pas vers la gouvernance du développement, susceptible justement de créer une dynamique de confiance où l'on reconnaît aux émigrés leurs compétences : les objectifs et les résultats ont plus de possibilités de répondre aux besoins. Le fait d'octroyer à la communauté marocaine à l'étranger et à ses organisations la faculté de négocier avec les institutions est sans doute le chemin le plus sûr pour l'appropriation des défis relatifs à la participation citoyenne, sans provoquer des effets secondaires nuisant à l'image du pays ou des mouvements s'opposant au système. ■

²⁴. Joan Lacomba, "Marruecos: realidades de las migraciones y posibilidades del codesarrollo", in Manuel Gómez Galán (dir.), *Codesarrollo : migraciones y desarrollo mundial*, Madrid, CIDEAL, 2005. ²⁵. Programme lancé par le roi du Maroc en 2005 pour réaliser des projets d'intervention sociale et de dynamisation du tissu économique dans les communes et les quartiers en milieu rural ou urbain.